



SNUipp

Syndicat National Unitaire des
Instituteurs, Professeurs des
écoles et PEGC

École 24



FSU

Fédération
Syndicale
Unitaire

Le bulletin de la section départementale du
SNUipp-FSU Dordogne

BULLETIN n°1 - 1er trimestre 2021 - janvier - SNUipp-FSU24

MARSAC PPDC

P4

LA POSTE
DISPENSE DE TIMBRAGE

Déposé le 20 janvier 2021



Édito

Entre silence et colère, tous en grève le 26 janvier

Bientôt 4 ans qu'il est là, 4 ans qu'ils sont là, 4 ans qu'il bousille l'Éducation Nationale, 4 ans qu'ils massacrent les Services Publics. Tantôt omniprésent quand on attendrait de lui qu'il se taise, tantôt insipides et silencieux quand nous aurions besoin de soutien et d'encouragements.

(suite en page 2)

pages	SOMMAIRE
1	✧ Une
2	✧ Edito ✧ Contractuels ✧ La maternelle
3	✧ Direction d'école ✧ Grenelle de l'éducation ✧ École à la carte ✧ Revalorisation ✧ L'avenir des REP ? ✧ Agir pour ne plus subir
4	✧ Modalités pour le 26



**ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN**

Il a un nom, Blanquer, ils ont des noms, Macron, Castex, Darmanin et Cie... De réformes néfastes en gestion de crise de couleurs jaune ou blanche, notre présent est gris et notre futur bien noir.

Ils nous font croire que subir serait une fatalité, que vivre ne pourrait se faire qu'avec des restrictions et des privations de liberté... Même pour respirer un air pur, nous allons devoir payer l'addition.

Pendant ce temps, nos anciens tremblent, nos jeunes se désespèrent, et les autres, pour les plus chanceux, au mieux travaillent.

Les failles, les carences, les dérives - appelons-les comme on veut - de nos sociétés soi-disant développées apparaissent un peu plus au grand jour. Le problème, c'est qu'ils n'ont qu'un seul logiciel : le libéralisme. Si l'ancien monde était certainement pourri, le nouveau monde de Macron est complètement véreux.

Nous, professionnels de l'Éducation, avons la responsabilité et le devoir de nous rebiffer, de dire stop à Blanquer et à ses valets, à Macron, sa cour et ses grands patrons, à Castex et ses hauts fonctionnaires déconnectés.

Pour exiger d'autres choix et un autre projet que nous portons pour l'École, pour notre métier en déshérence, pour nous, pour nos élèves qui souffrent, pour sortir du silence et exprimer notre colère, pour nous retrouver ensemble, car nous sommes plus forts, nous serons en grève le mardi 26 janvier, et certainement plus. C'est nécessaire.

Alain Chabrilangeas : co-secrétaire du SNUipp-FSU24

Agir pour ne plus subir ! En grève le 26 janvier !

Pendant que les personnels des écoles s'épuisent à poursuivre la classe tant bien que mal, le ministre ne ménage pas ses efforts pour accélérer la destruction de l'école française.

Contractuel·les : une réponse précaire

En opérant le recrutement de quelque 6 000 contractuel·les dans le 1er degré pour 4 mois, Jean-Michel BLANQUER fait le choix de la précarité. Pour répondre aux problèmes récurrents de remplacement (qui existaient déjà largement avant la pandémie de COVID-19), il choisit de recruter des personnels en CDD, non-formé·es, non-accompagné·es (sinon par leurs collègues sur le terrain) et sous-payé·es. Il poursuit son projet destructeur pour l'école en préparant deux réformes remettant en cause une école émancipatrice pour toutes et tous.

Maternelle : destruction en marche

Une demande au CSP d'élaborer de nouveaux programmes pour la maternelle, recentrés sur de prétendus "fondamentaux" et niant l'apprendre ensemble et la particularité du jeune enfant. Le langage est réduit à la langue dans des répétitions de mots de vocabulaire et de phonèmes, la construction du nombre est confondue avec le simple côté cardinal. Quant au corps, à la construction sociale, aux arts et aux sciences, ils sont tout simplement oubliés ! La singularité de cette école première est remise en cause pour en faire une simple préparation aux tests d'entrée au CP avec la mise en place d'évaluations nationales de la petite à la grande section. Le risque est pris de tenter des dépistages et des mises en concurrence précoces.

**Direction d'école :
le bal des hypocrites**

En parallèle, les annonces concernant la direction d'école sont tout aussi affligeantes ... 62% des plus de 44 000 écoles de France n'obtiennent strictement aucun temps supplémentaire ! Les groupes de travail se multiplient aux échelons national et départemental alors que les doléances des directrices et directeurs sont connues de longue date : du temps, une meilleure rémunération et un allègement des tâches.

Le ministre voudrait faire naître une demande de statut spécifique pour les directrices en faisant traîner une situation délétère qu'il ne s'y prendrait pas autrement !

Le SNUipp-FSU a été reçu en audience le 15 décembre. Il s'est appuyé sur les résultats de l'enquête, pour montrer que les annonces ministérielles ne correspondent pas aux attentes de la profession, en particulier des directrices et directeurs d'école. Il a montré l'écart qu'il y avait entre un ministère qui déclarait faire de la direction un sujet « prioritaire », « vouloir changer le quotidien » des directrices, rompre leur isolement ... et la dégradation continue des conditions de travail sur le terrain, sans mesures ambitieuses.

L'école à la carte ?

Et quand, à 2 jours de la sortie des classes, le premier ministre annonce par média interposé la possibilité laissée aux parents d'élèves de ne pas envoyer leurs enfants à l'école, ce jeudi et ce vendredi veille des congés de décembre, nous sommes consternés tant cette annonce semble associer improvisation, démagogie et totale méconnaissance du fonctionnement des écoles !

Mort annoncée des REP

Une expérimentation de « dé-labellisation » de REP dans certaines académies, destinée à être généralisée ensuite, qui remet en cause la notion de réseau. En attribuant des moyens à certains établissements à partir d'un projet avec un contrat d'objectifs, l'accompagnement de la difficulté scolaire devient précaire et mis en concurrence.

**Grenelle de l'éducation :
une mascarade !**

Quel est le point commun entre un rugbyman, une policière, un DRH d'un groupe privé, un psychiatre des armées ou encore une professeure de sciences des gestions ? Et bien ils sont tous allés à l'école... Et cela leur confère une certaine autorité qui leur permet de mener des ateliers du soi-disant « grenelle » de l'éducation qui a démarré au mois d'octobre et qui devrait se poursuivre jusqu'en février, sur la revalorisation des enseignants, leur formation ou la pédagogie de l'éducation civique...

Ainsi on n'a trouvé autour de la table ni sociologue, ni spécialiste des sciences de l'éducation ou de la formation des enseignantes et des enseignants.

Et du côté de la représentation syndicale ? Les possibilités d'entrer dans les salles de visio conférence ont été données au compte-goutte, indiquant ainsi clairement que les personnels des écoles n'avaient pas leur place dans ces discussions.

Quel mépris une fois de plus pour les personnels ! La FSU claque la porte !

**Revalorisation ? Vous avez dit choyés ?
Quelle humiliation !**

JM Blanquer feint de reconnaître que les enseignant-es sont mal rémunéré-es. Alors, il "consent" une revalorisation « historique » de 12,50€ excluant 1/3 de la profession . Et rien du tout pour les AESH ! Quelle humiliation !

Agir pour ne plus subir

Réclamons un plan d'urgence pour l'école : le SNUipp-FSU lance une campagne nationale pour exiger un plan d'urgence pour l'école autour de trois thématiques : moyens, métier, salaire.

Parce que l'école fait face à une crise grave et inédite. Parce que les personnels sont en première ligne et se sentent abandonnés.

Parce que la réussite des élèves est menacée. Parce qu'une autre école est possible, il est urgent d'obtenir un plan d'urgence pour le service public d'éducation.

Se syndiquer pour renforcer le collectif, est indispensable (<https://24.snuipp.fr/>)

Se mobiliser par toutes les formes d'action y compris par la grève : 5 organisations et fédérations syndicales appellent à la grève le 26 Janvier prochain : # un plan d'urgence pour l'école

Mardi 26 janvier

Rassemblement à Périgueux

Au Palais de Justice à 10h30

Manifestation, animation et défilé jusqu'à la DSDEN

Modalités pour la grève du mardi 26 janvier

- Envoyer sa déclaration d'intention à la DSDEN24 avant le dimanche 24 janvier 9h00 par mail ou avant le vendredi 22 janvier par courrier
- Prévenir les parents avec le modèle de courrier à retrouver sur notre site
- Remplir l'enquête grève

Documents à retrouver sur le site

<http://24.snuipp.fr/spip.php?article4744>

Une autre école est possible...

LES PERMANENCES EN LIGNE DU SNUIPP-FSU

Maternelle attaquée : quelle riposte ?

MARDI 19 JANVIER 2021 / 20H30

A voir ou revoir sur le site national

<https://www.snuipp.fr/>

4 pages SNUipp et tract FSU sur notre site :

<http://24.snuipp.fr/spip.php?article4744>

26 JANVIER 2021

EN GRÈVE

service public d'éducation

Une dotation d'urgence pour l'école

Aujourd'hui il ne suffit plus de constater les inégalités scolaires mises en lumière par la crise sanitaire mais bien de s'engager à les combattre durablement.

Le SNUipp-FSU exige un plan d'urgence pour l'école permettant à la fois d'abaisser les effectifs des classes pour de meilleures conditions d'apprentissage et d'abonder les postes nécessaires à son bon fonctionnement.

Le SNUipp-FSU porte d'autres revendications qui permettront à l'école de mieux fonctionner :

- Recréer le dispositif « Plus de maîtres que de classes » avec 6 enseignant-es pour 5 classes ;
- Consacrer 10% du nombre total d'emplois au remplacement des enseignant-es absents ;
- Réengager des moyens pour la formation des enseignant-es ;
- Reconstituer les RASED et les compléter quand il manque des postes, sur la base de 1 000 élèves maximum par secteur d'intervention ;
- Augmenter les décharges pour toutes les directions d'écoles.

D'autres moyens sont nécessaires, notamment pour l'enseignement spécialisé.

Effectifs	13 700
Remplacement	3 200
PDMQDC	46 000
Formation	9 000
RASED	6 800
Direction	12 000
Nombre de postes nécessaires	90 700

L'école, une priorité ?
La France consacre une part importante de son PIB à l'éducation (6,6% en 2019), soit 16 milliards d'euros. Mais cette part décroît. Elle était de 7,7% en 1996. Pour retrouver ce niveau d'investissement dans l'éducation, une hausse de dépenses de 25 milliards d'euros par an serait nécessaire.

6,6% du PIB consacrés à l'éducation en 2019 contre 7,7% en 1996

22,2 élèves en moyenne par classe contre 19,8 dans les pays européens

800 postes supprimés depuis le début du quinquennat

19 élèves en moyenne par enseignant-e

Un encadrement favorable ?
Avec 19 élèves en moyenne par enseignant-e, la France se trouve loin derrière les 13 élèves en moyenne des autres pays européens.

Assez de remplaçant-e-s ?
Des enseignant-es contractuel-les sont recrutés pour remplacer les maîtres absent-es, mais dans le même temps plus de 800 postes ont été supprimés depuis le début du quinquennat.

URGENCE SERVICE PUBLIC D'ÉDUCATION

Alerte infox

#unplan
urgence
pourfecole

TOUTES ET TOUS

Le 26 janvier

ENGAGÉ-ES AU QUOTIDIEN

ÉDUCATION PRIORITAIRE

LE MINISTRE :
« Nous allons refonder la carte de l'Éducation Prioritaire »
Jean-Michel Blanquer

LA RÉALITÉ : un abandon politique

- Contractualisation des moyens ;
- Mise en concurrence des équipes et des établissements ;
- Risque de perte des indemnités et bonifications ;
- Toujours moins pour les élèves des classes populaires.

CRISE SANITAIRE

LE MINISTRE :
« Nous sommes préparés »
Jean-Michel Blanquer

LA RÉALITÉ : Débrouillez-vous !

- Des conditions de sécurité sanitaires non garanties ;
- Une improvisation permanente : « incohérences, ordres et contre-ordres » ;
- Moyens, programmes, examens : rien pour tenir compte des effets de la pandémie

DÉCENTRALISATION

LE MINISTRE :
« Je soutiens le maintien des équipes pluri professionnelles dans l'Éducation Nationale »
Jean-Michel Blanquer

LA RÉALITÉ : Vers un abandon des missions ?

- Menaces de transfert des infirmières scolaires aux collectivités locales ;
- Passage des gestionnaires sous l'autorité partagée des départements ;
- Soumission des adjoints-gestionnaires à l'autorité fonctionnelle des collectivités.

MÉTIERS

LE MINISTRE :
« Les personnels de l'Éducation Nationale ont toute ma confiance »
Jean-Michel Blanquer

LA RÉALITÉ : une négation de l'expertise professionnelle des personnels

- Des injonctions idéologiques hors de toute réalité ;
- Une désorganisation des conditions d'exercice des métiers ;
- Un autoritarisme permanent.

TOUTES ET TOUS EN GRÈVE, LE 26 JANVIER !

pour le service public d'ÉDUCATION

« Ce bulletin vous a été envoyé grâce au fichier informatique de la section - Conformément à la loi du 8-01-78, vous pouvez y avoir accès ou faire effacer les informations vous concernant, en vous adressant à SNUipp-FSU 24 Bourse du travail-26 rue Bodin-24029-PÉRIGUEUX CEDEX »

SNUipp-FSU Dordogne - Bourse du Travail - 26, rue Bodin - 24029 PÉRIGUEUX CEDEX

Téléphone : 05 53 08 21 25 - courrier : snu24@snuipp.fr - site : <http://24.snuipp.fr/>

Permanences : du lundi au vendredi de 9h à 13h et de 14h à 17h

répondre téléphoniquement et courrier électronique hors permanences

ÉCOLE 24 ♦ SNUipp-FSU Bourse du Travail 26 rue Bodin 24029 PÉRIGUEUX CEDEX ♦ Directeur de publication : Alain Delmon
Imprimerie Spéciale ÉCOLE 24 – Périgueux ♦ Trimestriel - le n° : 0.76 € ♦ CPPAP 0922S07419 ♦ ISSN 1241 9214

Bulletin syndical de la section départementale du SNUipp-FSU Dordogne